



Réunion du Comité du CTF

Washington D.C.

Mercredi 12 juin 2024

RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DU CTF (RÉSUMÉ)

WHERE DO WE STAND? CTF Results as of December 31, 2023

Total CTF investments of



have mobilized



in co-financing, resulting in:



in cumulative GHG reductions, and







of renewable energy installed capacity



in annual energy savings



additional passengers per day using low-carbon public transit

 <p>65 projects resulted in 39.3 tons CO₂ eq. in GHG emissions reductions in the latest reporting year, and CTF's 130 projects are expected to achieve 1.8 billion tons CO₂ equivalent over the lifetime of the portfolio. Equivalent to taking more than 391 million cars off the road for one year.</p>	 <p>Total CIF investments of \$5 billion have mobilized a cumulative total of \$31.3 billion in co-financing, more than the GDP of Zambia.</p>	 <p>In RY2024, CTF projects successfully co-financed \$2.5 billion from a variety of sources.</p>  <p>CTF-funded projects have installed renewable energy capacity almost to the generation capacity of Colombia.</p>
--	--	---

1 Introduction

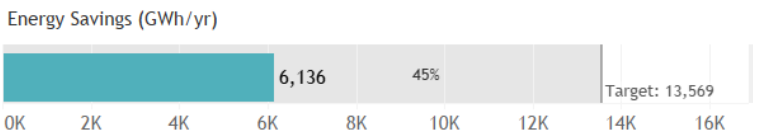
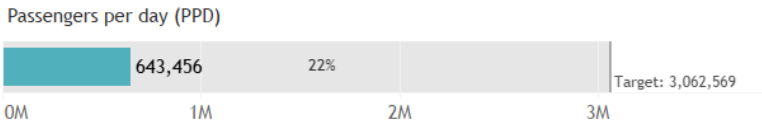
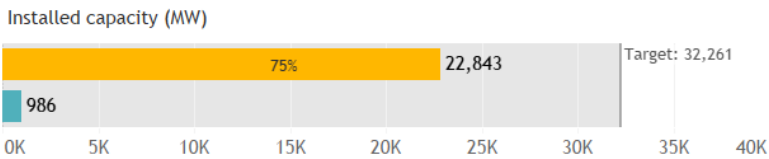
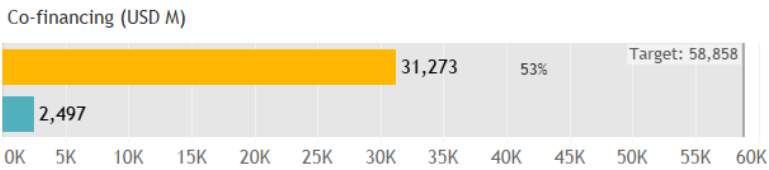
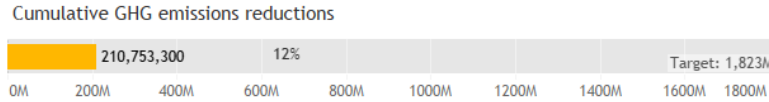
1. Le Fonds pour les technologies propres (CTF) des Fonds d'investissement climatiques (CIF) met à disposition de plus amples financements pour contribuer à la démonstration, au déploiement et au transfert de technologies à faible intensité de carbone offrant de fortes possibilités de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à long terme. Il octroie des financements concessionnels, par l'intermédiaire de six banques multilatérales de développement (BMD) partenaires, au titre de projets et de programmes de grande envergure pilotés par les pays dans les domaines des énergies renouvelables, de la maîtrise de l'énergie et des transports durables. Le CTF apporte un soutien aux pays et aux régions en poursuivant des plans d'investissement stratégiques, parmi lesquels 15 plans d'investissements nationaux, un programme pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), et quatre phases des programmes menés en collaboration avec le secteur privé (DPSP), notamment le Programme mondial pour le stockage de l'énergie (GESP).
2. Ce rapport sur les résultats du CTF a été établi à partir de données provenant de 130 projets/programmes¹ approuvés par les BMD, pour lesquels des rapports couvrant l'année comptable 24 (AC 24) devaient être établis². Il comprend quatre sections principales couvrant, respectivement, une description générale des résultats obtenus pour cinq indicateurs de base, l'évolution des résultats, la présentation des avantages connexes, et les enseignements tirés des projets achevés. Les fonds affectés au CTF proviennent pour la plus large part de la Banque mondiale (42 %) et, dans de moindres proportions, de la Banque asiatique de développement (BAsD) (17 %), de la Banque africaine de développement (BAfD) (13 %), du Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID) (12 %), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (10 %) et de la Société financière internationale (IFC) (6 %)³.

¹ Ces 130 projets/programmes comprennent les projets qui ont été achevés et dont les résultats ne font plus l'objet d'un suivi actif des BMD. Les résultats concernant la réduction des émissions de GES, le nombre de passagers par jour et les économies d'énergie continuent d'être enregistrés, sauf indication contraire.

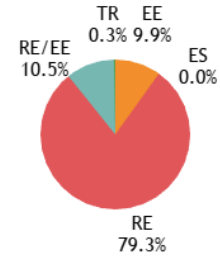
² Année comptable : elle peut différer selon les BMD ; l'année comptable « AD 24 » couvre la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 pour plusieurs d'entre elles (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque mondiale, Groupe de la Banque interaméricaine de développement et Société financière internationale). Étant donné l'ajustement apporté au calendrier de déclaration des informations au CTF, les résultats communiqués par IFC pour les réductions annuelles des émissions de GES et les économies d'énergie annuelles ont été calculés sur la base des valeurs indiquées pour l'année comptable 23 (résultats de 2022), qui sont les derniers résultats disponibles et sont utilisés à titre de valeurs de remplacement, IFC ne publiant ses résultats qu'en juillet. Des ajustements seront effectués a posteriori une fois qu'IFC les aura publiés.

³ Ces pourcentages diffèrent de ceux qui figurent dans le rapport d'activité semestriel du CTF, car les séries de projets considérées ne sont pas les mêmes dans les deux rapports : le rapport sur les résultats du CTF prend en compte les projets approuvés par les BMD pour lesquels des rapports sont établis, tandis que l'analyse du portefeuille présentée dans le rapport d'activité semestriel est basée sur les projets approuvés par le Comité du fonds fiduciaire.

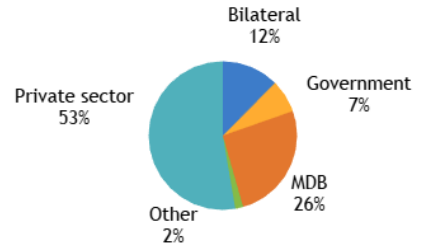
Figure 1 : Résumé des résultats du CTF, AC 24



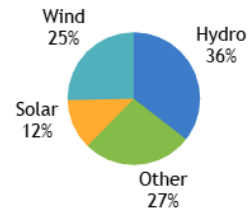
GHG reductions (tCO2) by source, annual (RY2024)



Co-financing by source (USD M), annual (RY2024)



New installed capacity (MW), annual (RY2024)



2 Principaux résultats

2.1 Réduction des émissions de gaz à effet de serre

3. Durant l'année comptable 24, 65 des 129 projets⁴ pour lesquels des rapports ont été établis sont parvenus à réduire leurs émissions de GES à hauteur d'un volume total de 39,3 millions de tonnes de CO₂,⁵ ce qui équivaut à une diminution de 8,5 millions du nombre d'automobiles en circulation⁶. Les réductions d'émissions de GES se chiffrent, au total, à 211 millions de tonnes de CO₂. La majorité des réductions cumulées est imputable à des projets poursuivis dans la région Asie (38 %).

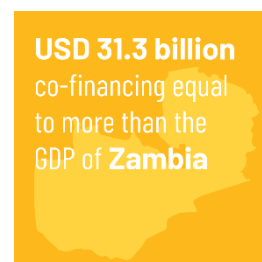
8.5 million cars
off the road in 2023



2.2 Cofinancements

4. Durant l'année comptable 24, 24 projets ont bénéficié de cofinancements représentant près de 2,5 milliards de dollars. Le montant total cumulé des cofinancements se chiffre de ce fait à près de 31,3 milliards de dollars, soit un montant supérieur au PIB de la Zambie, et provient pour 33 % de BMD, pour 26 % du secteur privé, pour 15 % de ressources publiques et d'autres sources /de sources hybrides⁷, et pour 11 % d'institutions bilatérales. Ce résultat marque un accroissement de 9 % par rapport au montant de 28,8 milliards de dollars enregistré pour l'année comptable 23.

USD 31.3 billion
co-financing equal
to more than the
GDP of **Zambia**



2.3 Puissance installée

5. Durant l'année comptable 24, neuf projets ont indiqué avoir installé une capacité de génération annuelle de 986 MW, ce qui a porté la puissance installée cumulée à 22,8 GW⁸, soit presque plus que la puissance installée totale de la Colombie⁹. Quarante-neuf de 84 projets du CTF pour lesquels une cible de puissance installée avait été fixée ont indiqué avoir atteint cette dernière.

22.8 GW equal to
more than the total
installed capacity
of **Colombia**



⁴ L'un de ces projets, réalisé dans le cadre du Programme de soutien à la politique de stockage de l'énergie électrique intitulé « GES-P: Energy Storage Policy Support Program – Circular Lithium: Sustainable Battery Value Chain Solutions » (Groupe de la BID) est un projet de renforcement des capacités et n'est donc assorti d'aucune cible de réduction annuelle des émissions de GES.

⁵

⁶ Source : US EPA Greenhouse Gas Equivalencies Calculator <https://www.epa.gov/energy/greenhouse-gas-equivalencies-calculator>

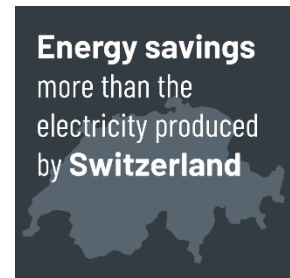
⁷ Ces autres sources comprennent, par exemple, la Banque européenne d'investissement et la Facilité d'investissement pour le voisinage de l'Union européenne.

⁸ Une production de 13,5 GW provient de la puissance installée raccordée au réseau principal grâce à des projets de transport d'électricité bénéficiant de l'appui du CTF.

⁹ <https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/electricity-installed-generating-capacity/country-comparison>

2.4 Économies d'énergie

6. Vingt-quatre des 35 projets pour lesquels une cible d'économie d'énergie avait été fixée ont indiqué avoir atteint cette dernière. Les économies d'énergie annuelles permises par les projets financés par le CTF durant l'année comptable 24 se sont chiffrées au total à 6 136 GW-heure, soit plus que la production annuelle d'électricité produite en Suisse¹⁰. Les économies d'énergie recensées ont été essentiellement réalisées dans la région ECA (70 %), où se trouve la majorité des projets de maîtrise de l'énergie.



2.5 Nombre de passagers par jour

7. Si l'on fait abstraction des trois projets de transport achevés durant l'année comptable 20 et de ceux du Programme de systèmes stratégiques de transports publics intitulé « Strategic Public Transportation Systems (SETP) Program » (Groupe de la BID) en Colombie clos durant les années comptables 20 et 23, respectivement, le nombre de passagers empruntant des moyens de transport très sobres en carbone par suite des interventions du CTF est de 643 456 par jour ; aucun résultat supplémentaire n'a été présenté pour l'année comptable 24.

3 Bilan des projets achevés

Les 30 projets du CTF qui ont été achevés¹¹ ont permis de réduire les émissions de GES à hauteur de 91 % de la cible annuelle. Ces mêmes projets ont permis de mobiliser des cofinancements 10,1 fois plus élevés que les financements du CTF, qui ont atteint 14,2 milliards de dollars (82 % de la cible). Les résultats obtenus correspondent à 134 % de la cible pour la puissance installée, à 78 % de la cible pour les économies d'énergie annuelles et à 29 % de la cible fixée pour le nombre de passagers par jour.

¹⁰ [International - U.S. Energy Information Administration \(EIA\)](#)

¹¹ Les résultats produits par le prêt à l'appui de la politique de développement pour promouvoir une croissance verte inclusive et le développement durable dans l'Himachal Pradesh (Inde) intitulé « Development Policy Loan (DPL) to Promote Inclusive Green Growth and Sustainable Development in Himachal Pradesh » (Banque mondiale) qui a été achevé en 2015 n'ont pas été pris en compte ; en effet, le projet était appuyé par un prêt à l'appui de la politique de développement et avait de ce fait pour objectif de réaliser des décaissements financiers par opposition à la construction d'infrastructures. Sa clôture financière a donc eu lieu dès que les fonds du prêt ont été intégralement versés. Cela s'est produit un an avant l'achèvement de la plupart des travaux de construction des infrastructures, et à ce stade seulement 10 % des cibles avaient été atteintes. Les résultats ne font plus l'objet d'aucun suivi en raison de la clôture financière du projet, bien que ce dernier se poursuive et produise des résultats supplémentaires.

4 Avantages connexes et impacts dans le domaine du développement

8. Lancée en 2019, l'initiative phare des CIF pour la détermination des impacts des investissements climatiques sur le développement social et économique (SEDICI) cartographie les circuits suivis par les quatre programmes d'investissement des CIF pour exercer un impact économique, social, environnemental et sur l'établissement de marchés, ainsi que leurs liens avec les résultats observés dans le domaine du genre et en ce qui concerne les personnes vulnérables et les parties prenantes locales. Plus de 40 circuits possibles et résultats dans le domaine du développement ont été recensés ; l'importance qui leur est attribuée est proportionnelle à leur prévalence et à leur ordre de priorité au regard des objectifs des projets et des cibles fixées pour les résultats.
9. Afin de quantifier les impacts au niveau du portefeuille, les CIF ont mis à l'essai et utilisé différentes méthodes de modélisation économique. Au nombre de ces dernières figure le modèle d'impact conjoint (*Joint Impact Model - JIM*) qui s'est révélé produire de bonnes estimations des effets directs, induits ou à terme sur l'emploi et la valeur ajoutée économique et aussi de ceux qui s'exercent en ces domaines au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Les CIF sont à présent membre du panel de développement du JIM et dirigent les travaux entrepris pour améliorer la précision et la robustesse des calculs relatifs aux investissements dans le secteur de l'énergie, en prenant en compte les différences dues aux types de technologies de production d'électricité employées ; les différents stades du processus visés par les investissements — production, distribution, transport ; et le lieu de production – site raccordé au réseau, mini réseau, hors réseau, etc. Ces travaux sont appuyés par un groupe de travail principal, auquel participent l'AfDB, KfW, PIDG et Stewart Redqueen, en consultation avec l'ensemble plus vaste des organisations partenaires de JIM, notamment BII, BIO, FMO, FinDev Canada, JP Morgan, Proparco et OeEB. Il est prévu d'élargir la portée des travaux sectoriels à la foresterie et à la résilience durant les prochains cycles de développement du modèle.
10. Le JIM a été actualisé de manière à inclure la nouvelle version d'avril 2023 de la base de données du Modèle d'analyse mondiale des politiques (GTAP), dont les séries statistiques sont utilisées aux fins de l'application du modèle, conjointement à celles, entre autres, de l'Organisation internationale du travail (base de données ILOSTAT), de la Banque mondiale sur les indicateurs de développement, de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et d'Energy Information Administration (EIA). Les résultats récapitulatifs en décembre 2023 font état d'une contribution représentant : un nombre total de 6 430 914 années de travail¹², dont 2 747 522 correspondent à des emplois directs, 1 411 468 à des emplois induits (28 % dans le secteur formel, 72 % dans le secteur informel) ; et 1 725 246 à des emplois dans la

¹² Une année de travail est une unité définie par l'emploi d'une personne à plein temps pendant une année, ou de deux personnes pendant un semestre, etc. Cette unité est souvent utilisée dans les industries manufacturières et les secteurs de l'installation et de la construction où l'emploi peut avoir un caractère temporaire, bien qu'elle puisse également être utilisée pour les emplois permanents.

chaîne d’approvisionnement (32 % dans le secteur formel, 68 % dans le secteur informel). L’accroissement de la production d’électricité grâce aux projets du CTF se traduira, à terme, par une augmentation de 546 678 années de travail (22 % dans le secteur formel, 78 % dans le secteur informel).

11. Les projets du CTF contribuent à la réalisation de progrès en direction de différents objectifs de développement durable (ODD) de l’ONU, qui vont du déploiement de systèmes d’énergie propre à l’expansion des industries locales. La figure ci-après indique les principaux ODD à la réalisation desquels les projets du CTF contribuent directement.

Figure 2 : Contribution du CTF à la réalisation des objectifs de développement durable de l’ONU





The Climate Investment Funds

The Climate Investment Funds (CIF) were established in 2008 to mobilize resources and trigger investments for low carbon, climate resilient development in select middle and low income countries. To date, 14 contributor countries have pledged funds to CIF that have been channeled for mitigation and adaptation interventions at an unprecedented scale in 72 recipient countries. The CIF is the largest active climate finance mechanism in the world.

THE CLIMATE INVESTMENT FUNDS

c/o The World Bank Group
1818 H Street NW, Washington, D.C. 20433 USA

Telephone: +1 (202) 458-1801
Internet: www.cif.org

